



C E T R I

ANALYSE 2019
20 décembre

Centre tricontinental

VIETNAM : CONFLITS FONCIERS ET DESAVEU POLITIQUE

Nguyen Mai Hue et Yves Duchère

La colère et la révolte des laissés-pour-compte de la politique vietnamienne d'urbanisation signalent l'échec des autorités en matière de fabrique du consentement. Cette réalité, au-delà du fait qu'elle confirme l'autoritarisme du régime et le libéralisme de ses choix économiques, rappelle que là où il y a de la domination il y a de la résistance. Cette dernière peut recouvrir des formes diverses, du silence à l'émeute.

L'Etat-parti vietnamien maintient son emprise sur la société depuis plus de quarante ans et fonde sa légitimité autant sur sa victoire historique contre l'impérialisme que sur sa capacité à intégrer le pays aux réseaux de la mondialisation. L'urbanisation, mode opératoire de cette intégration, si elle est le moteur de l'économie du Vietnam du 21^e siècle, s'accompagne d'une montée des inégalités qui fragilisent l'assise de l'État-parti. Le projet de « civilisation urbaine » est un projet d'État à visée hégémonique dont la capacité à mobiliser et à créer un consentement doit être discutée. Les diverses formes de résistance des laissés-pour-compte de l'urbanisation (les « subalternes ») fournissent des clefs de compréhension du rapport entretenu entre les populations et leurs structures d'encadrement.

« Civilisation urbaine » et projet hégémonique autoritaire

Le Vietnam est un des derniers bastions du communisme d'État. Pourtant, ce pays a opéré à la fin des années 1980 une mue importante en matière de développement économique. Bien que verrouillé par le PCV (Parti communiste vietnamien), le pays intègre progressivement les réseaux de la mondialisation et poursuit sa transition urbaine, notamment depuis la libéralisation de son marché foncier dans les années 1990.

Au Vietnam, l'État et le parti sont intimement liés et le second continue de guider le premier en maintenant son emprise sur lui et sur la société. Les réformes de la fin des années 1990 (Doi Moi, renouveau), si elles signent l'abandon de la lutte des classes et de la dictature du prolétariat, n'en restent pas moins essentiellement tournées vers des impératifs économiques. La question brûlante de l'omnipotence du parti, notamment soulevée par des intellectuels réclamant un second Doi Moi, est brillamment éludée par des effets d'annonce et autres prouesses rhétoriques.

Dans ce contexte, la ville, qui abritait autrefois la « bourgeoisie compradore », devient le moteur de l'économie, et la nouvelle idéologie urbaine vient appuyer le rôle paternaliste du PCV. Le taux de croissance urbaine au Vietnam (3,5% par an depuis 2000) et la part d'urbains (35% en 2017 pour 20% en 1990) attestent de la progression de la transition qui s'accompagne de puissantes dynamiques, notamment à Ho Chi Minh-ville (capitale économique), Hanoï (capitale politique) ou encore Da Nang (ville littorale au fort développement industriel).

Parmi les nouvelles valeurs défendues par le pouvoir, la « civilisation urbaine » et la « modernité » occupent une place centrale. Les appareils idéologiques de l'État diffusent les idées, les normes et les principes, participant ainsi à forger le « sens commun » (comme faire croire qu'une société civilisée est une société urbaine) soit par la coercition, soit par la persuasion. Le concept de « civilisation urbaine », qui remplace progressivement celui d'« homme nouveau », se déploie comme un nouveau cap que

donne par exemple à voir le slogan : « une ville verte, civilisée, moderne et culturelle ».

« Attractivité », « compétitivité », « investissements », « modernisation » font aussi partie du champ sémantique des pouvoirs publics. En matière d'urbanisation, l'expression de la nouvelle norme autoritaire est justifiée de manière ambivalente par les autorités et met en lumière l'utilisation de registres idéologiques différents, voire opposés. La phase de justification, de sensibilisation et de pédagogie emprunte en effet aux valeurs et concepts de l'économie de marché, alors que pour répondre aux critiques et résistances populaires (face aux évictions par exemple), les mots de l'économie de marché sont abandonnés au profit de ceux du nationalisme, du socialisme et de la révolution.

Depuis les lois foncières de 2003 et 2014, les récupérations de terres se multiplient et le sentiment d'injustice grandit au point que, selon un rapport de 2012, 70% des plaintes et autres recours administratifs déposés auprès des institutions publiques étaient relatifs aux questions foncières. La terre est devenue un levier d'enrichissement notoire qui permet à une petite classe moyenne émergente (environ 13% de la population) d'accumuler du capital, en profitant de ses relations avec le pouvoir. L'État concède des terres aux investisseurs, met en place un système de double prix de la terre, facilite les « libérations de terre » et crée un environnement institutionnel largement profitable aux forces du marché.

Les indemnités versées aux paysans, que ce soit pour des projets d'intérêt public ou privé, sont très basses. Le rapport entre le prix d'indemnisation et le prix de (re)vente sur le marché libre peut être de 1 à 100... ce qui de fait génère un profond sentiment d'injustice. Par ailleurs, les terres agricoles apparaissent comme sous-évaluées, puisque la compensation est fixée en fonction de la valeur de la production annuelle et non pas de la localisation. Comme le précisent M. Mellac et al. (2010), « à ce problème s'ajoute celui de la corruption et des innombrables prélèvements effectués par l'administration sur le montant des indemnités destinées aux agriculteurs. Ceux-ci sont dès lors floués à deux reprises, en cédant au prix de la terre agricole des terres destinées à changer de statut, et en ne recevant pas la totalité du montant versé pour leur indemnisation par les entreprises ou particuliers qui achètent les droits d'usage ».

Des résistances du quotidien à l'émeute

Les paysans dépossédés de leurs moyens de production sont en plus privés de réciprocité négative (ils ne peuvent pas rendre un coup pour un coup), mais ils ne sont pas pour autant résignés et inertes politiquement. Ils s'expriment, se manifestent, voire se révoltent. Néanmoins, le rapport de force leur étant défavorable, les laissés-pour-compte de la politique développementaliste du régime résistent en optant pour des stratégies mêlant travestissement, subterfuges et contournement. L'explosion de la colère et l'affirmation de revendications directement à la face du pouvoir constituent la dernière possibilité.

Comme le rappelle James Scott (2008), le radicalisme et la contestation ont plus de chance de surgir parmi les groupes victimes de leur fausse conscience, parmi les « conformistes » autrement dit. En effet, la désillusion, la sensation d'avoir été trahi ou encore le sentiment d'injustice préside à la révolte, notamment chez ceux pour qui les institutions de l'hégémonie ont été les plus efficaces. Les paysans ou familles de paysans vietnamiens qui ont donné leur vie à la révolution, à la lutte contre l'impérialisme sont effectivement aujourd'hui parmi les plus déçus et révoltés.

Aux trois types de domination (matérielle, statutaire, idéologique) définie par James Scott (2008) correspondent des formes de résistance allant de la menace anonyme, grignotage de terre, dissimulation (résistance matérielle) à la production artistique affirmant de manière déguisée la dignité et/ou exprimant la colère (résistance statutaire), en passant par le développement d'une contre-idéologie, d'une sous-culture dissidente dont le mythe du renversement politique ou de l'ère post-hégémonie font partie (résistance idéologique). Les sujets qui résistent, voire qui se révoltent, se situent « au-dedans de l'idéologie dominante » telle qu'ils la conçoivent puisque leurs objectifs s'inscrivent dans le système de valeurs des dominants (le marxisme-léninisme, même conjugué à l'économie de marché).

La dissimulation, la ruse, l'art de se faufiler entre les articles de loi, la mobilisation des réseaux ou encore le passage en force sont les possibilités qui s'offrent aux habitants et qui constituent autant de résistances matérielles. Les individus prenant part à des formes d'urbanisation informelles et illégales sur des terres rizicoles ou sur des terres réservées au maraîchage n'hésitent pas à rappeler qu'elles

ont été gagnées par la lutte : « Nous, humbles paysans du peuple vietnamien, avons dû vivre sous domination chinoise pendant mille ans et sous l'oppression coloniale pendant cent ans. Aujourd'hui, nous sommes propriétaires du pays, nous vivons dans un régime socialiste, or nous devenons 'sans-abris' à l'endroit même où nous nous étions battus quelques dizaines d'années plus tôt, à l'endroit même où nous avons sacrifié nos vies » (lettre de contestation de villageois, région de Hanoï, 2012).

La musique peut aussi servir les intérêts d'une résistance du peuple contre ses structures d'encadrement. Si certains artistes de notoriété nationale comme la chanteuse Mai Khôi ou les rappeurs Son Nah et Sendoh tentent de se faire l'écho des « sans voix », les villageois produisent eux-aussi de véritables chansons de protestation entonnées lors des sit-in, occupations et autres manifestations. Le chant des habitants de Do Son (province de Haïphong) est un exemple : « Une foule de mandarins gourmands ; une énorme corruption ; dans les eaux troubles, les cigognes tiennent ; même non élus ils continuent ; Do Son, c'est douloureux ; le secrétaire et le président sont mauvais ; neuf hommes se partagent la terre ; et le peuple perd sa terre ».

Malgré tout, la possibilité d'une expression populaire libre est fortement limitée. C'est parce que le régime de Hanoï est parvenu à éliminer quasiment toute forme d'expression non violente qu'il est en permanence en état d'alerte. Il se sent menacé par ce qu'il a lui-même créé en rendant impossible l'expression cathartique de l'accumulation d'humiliations dont la conséquence logique est la révolte. L'expression de cette colère, l'émeute ou même la révolte ne sont en fait pas déterminées économiquement. Les Vietnamiens qui affrontent la police au risque de leur vie ne le font pas uniquement dans l'espoir d'obtenir de meilleures compensations financières en échange de la libération de leurs terres. Ces manifestations sont des moments d'expression de la dignité qui traduit un désaveu de plus en plus évident de la population envers ses structures d'encadrement. Certains des slogans utilisés par les manifestants abondent dans ce sens, à l'instar de « Plutôt mourir que perdre nos terres ».

Les occupations, manifestations, émeutes ou tout simplement les actes de résistance individuelle sont de plus en plus fréquents. Aux émeutes de Thái Bình en avril 1997 ou encore celles des hauts plateaux en 2001 doivent s'ajouter une série d'événements qui augurent d'un véritable sursaut populaire et d'une volonté affichée de ne plus se taire face au sentiment d'injustice grandissant. Ainsi, l'affaire Doãn Văn Vuon en 2012 à Haiphong, les affrontements et la prise d'otage à Dong Tâm ou encore les tensions autour du projet d'Ecopark, de Thu Thiem à Ho Chi Minh-ville et plus récemment les émeutes de l'été 2018 allongent la liste des accès de colère de la population contre son administration, voire contre le système politique.

En juin 2018, la vague contestataire qui submergea le pays et qui avait comme point de départ l'opposition à un projet de zone économique spéciale (dans lequel les investisseurs chinois profitent de baux de 99 ans) constitue un cas d'école, tant elle donne à voir la dégradation des rapports entre les Vietnamiens et leur structure politique. Au-delà des revendications foncières et de l'élan national observé lors de ces événements, d'autres messages ont été portés. Si dans les cortèges on pouvait lire « Pas de location de terres à la Chine, même pour une journée » ou encore « Chine, hors du Vietnam ! », d'autres slogans critiquaient la récente loi de cybersécurité ou encore le parti communiste vietnamien lui-même. Ces manifestations ont été réprimées violemment et d'importantes peines de prison ont été prononcées. Le spectre d'une révolution populaire démocratique sur le modèle des printemps arabes hante désormais les plus hautes instances du PCV qui, depuis le dernier congrès, a adopté un net tournant sécuritaire.

Conclusion

Les laissés-pour-compte de la politique développementaliste et de l'urbanisation, par leurs discours et stratégies de résistance du quotidien, signalent l'échec des autorités en matière de fabrique du consentement. Cette réalité, au-delà du fait qu'elle confirme le caractère autoritaire du régime, vient rappeler que là où il y a de la domination il y a de la résistance, mais que cette dernière peut recouvrir des formes diverses et être silencieuse. En outre, à rebours d'un lieu commun, les manifestations de colère ou les révoltes ne sont pas uniquement la conséquence de situations économiques, mais ont également à voir avec la dignité et le respect du contrat social qui lie, en principe, la population à ses structures d'encadrement. « Si la cause des révolutions était la pauvreté, il y aurait des révolutions tous les jours », disait Léon Trotski.

Bibliographie

Duchère Y. (2019), Hà Nội et sa région. Une géographie du compromis en régime autoritaire, Les Indes Savantes.

Gainsborough M. (2010), Việt Nam, Rethinking the State, Londres, Zed Books.

Gibert M., Ségard J. (2015), « L'aménagement urbain au Việt Nam, vecteur d'un autoritarisme négocié », Justice spatiale, n°8.

Kerkevliet B. (2014), « Protests over Land in Vietnam : Rightful Resistance and More », Journal of Vietnamese Studies, vol. 9 (3).

Lê Hiếu (2010), « About the process of converting agricultural land for industrialization and urbanization », Revue Management Public (en vietnamien), n°174.

Mellac M., Fortunel F. et Trần Đắc D. (2010), La réforme foncière au Vietnam - Analyse des jeux d'acteurs et du processus de transformation des institutions, Agence française de développement.

Nguyễn Hải H. (2016), « Resilience of the Communist Party of Vietnam's Authoritarian Regime since Đổi Mới », Journal of Current Southeast Asian Affairs, 35, 2.

Nguyễn Leroy Lân M. (2015), Les enjeux de la nouvelle réforme foncière au Vietnam, Carnets de l'IRASEC.

Scott J. (1992), Domination and the arts of resistance. Hidden transcripts, Yale University Press.

World Bank (2015), Vietnam affordable housing. A way forward.

Nguyen Mai Hue et Yves Duchère sont respectivement enseignante à l'Université internationale Đông Đô à Hanoï et attaché d'enseignement et de recherche à l'Institut national des langues et civilisations orientales à Paris.



Centre tricontinental - CETRI
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cettri@cettri.be - www.cettri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service de l'éducation permanente et de la Province
du Brabant wallon

